

Genre et révolution en Europe aux XIX^e-XX^e siècles

Gabriella HAUCH

RÉSUMÉ

Le concept de révolution renvoie à des périodes de transformations sociopolitiques, réalisées (ou seulement amorcées) par des actions militantes, et axées sur le paradigme de l'égalité et de la liberté. Toutes les révolutions, depuis la Révolution française de 1789, sont des événements dans lesquels les rapports de genre sont négociés, et parfois redéfinis. Elles laissent une empreinte profonde sur l'histoire européenne du XIX^e siècle et signent la naissance de la modernité bourgeoise et de ses conceptions de l'ordre des sexes. L'ordre des sexes qui s'impose à la fin du XVIII^e siècle définit des assignations masculines et féminines en les liant à des espaces d'action spécifiques. Les femmes sont exclues de la politique institutionnalisée, des sciences, des armées, et le droit de la famille inscrit dans les codes civils les subordonne aux hommes. Les révolutions du XIX^e siècle mettent ces inégalités en question. Si le militantisme révolutionnaire renforce le genre masculin, d'innombrables discriminations légales qui avaient subsisté pour les femmes sont abolies à la suite des révolutions du XX^e siècle.



Eugène Delacroix, La Liberté guidant le peuple (huile sur toile, 1830). Paris, Musée du Louvre.



Manifestation d'ouvrières et d'ouvriers de l'usine Poutilov, 23 février 1917 à Petrograd. Source : Wikimedia Commons <https://goo.gl/aKF1mA>

La Révolution française : une révolution pour les femmes ?

Dès le début de la Révolution, l'interprétation de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789 souligne l'exclusion des femmes de ce nouveau principe d'égalité et de liberté. Si ces dernières obtiennent de nouveaux droits civils (héritage, divorce), le statut de citoyen est réservé au Français majeur. Néanmoins Nicolas de Condorcet (1743-1794) réclame l'admission des femmes au droit de cité en 1790. L'année suivante, en septembre 1791, Olympe de Gouges rédige sa *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, calquée sur la trame de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* et dans laquelle elle revendique la pleine égalité sociale et politique. Dans le même temps, aux Pays-Bas autrichiens, Jeanne de Bellem (1734-1793), protagoniste traquée de la révolution brabançonne, écrit et distribue des pamphlets hostiles à l'empereur.

Les révolutions offrent aux hommes et femmes de toutes positions sociales de nouvelles formes d'expression et de contestation politique. Si les femmes des milieux populaires participent bien évidemment à la prise de la Bastille, elles sont seules à l'initiative de la marche sur Versailles des 5 et 6 octobre 1789 afin d'y réclamer du pain, qui aboutit au retour du roi à Paris. Cette action vaut aux femmes soit d'être célébrées comme des héroïnes, soit d'être conspuées. Des associations et des clubs, qui généralement ne tolèrent les femmes qu'à titre d'auditrices (clubs jacobins), voient par ailleurs le jour, même si quelques clubs féminins se forment également. Lieux de militantisme politique, ils assument aussi des missions sociales et, face à la montée du chômage, organisent les premiers ateliers publics collectifs. En 1792, la déclaration de guerre du 20 avril pose la question de la participation des femmes à la défense de la patrie en danger. Afin de permettre leur participation armée à la lutte révolutionnaire, Pauline Léon (1768-1838), fondatrice de la Société des citoyennes républicaines révolutionnaires, dépose une pétition devant l'Assemblée législative en 1792, mais son projet est rejeté car considéré comme « contre nature ».

La première phase de la Révolution au regard du rapport entre les sexes prend fin avec l'arrivée au pouvoir des jacobins en 1793. L'armée et la politique deviennent institutionnellement des sphères masculines. En avril, toutes les femmes sont congédiées de l'armée. En juin, la Convention nationale rejette le projet de Condorcet sur l'égalité des droits des femmes ; en septembre, les clubs féminins sont dissous. Girondine et taxée de virago, Olympe de Gouges est guillotinée le 3 novembre 1793. L'année suivante, les femmes sont finalement interdites de participer à des réunions politiques.

Si la Révolution a refusé l'égalité politique aux femmes, elle leur a accordé l'égalité civile et de nombreux droits : au divorce, à la propriété familiale, à l'égalité des filles et des garçons devant la succession, à l'instruction. Elle a

également imposé l'obligation alimentaire des pères à l'égard des enfants illégitimes. Ces droits sont peu à peu remis en cause après la Révolution. Le règne de Napoléon et le terme proclamé de la Révolution en 1799 sont suivis en 1804 par l'adoption du Code civil. Ultérieurement rebaptisé Code Napoléon, il est l'archétype de la politique de genre de la modernité bourgeoise. Il abroge d'innombrables lois visant l'égalité entre les sexes en droit de la famille et instaure une partition inégalitaire et sexuée des espaces. Le Code civil napoléonien de 1804 définit certes le mariage comme un contrat civil, mais précise aussi qu'il s'agit d'un lien « sacré ». Puis, en 1816, le divorce est abrogé dans la France de la Restauration. Et finalement, le Code civil prohibe l'obligation de pension alimentaire du père envers ses enfants illégitimes. Seule reste l'égalité des filles et des garçons en matière de succession.

On peut observer à l'échelle européenne que les droits de la famille et les droits matrimoniaux adoptés au XIX^e siècle dans les différents codes nationaux s'inspirent dans les grandes lignes du Code Napoléon. Partout en Europe, l'homme est désigné chef de famille, soldat par la conscription masculine obligatoire. Par ailleurs, les sciences et la politique sont légalement établies comme des sphères réservées aux hommes. La sphère des femmes est la famille. Une femme politiquement engagée la négligerait et mettrait par conséquent le fonctionnement de l'État en péril. De surcroît, le pouvoir érotique des femmes perturberait l'espace masculin et rationnel du politique.

En 1830, les journées parisiennes de Juillet, appelées Les Trois Glorieuses, signent l'alliance de la bourgeoisie libérale (et bonapartiste) avec des classes protoproletariennes. Elles sont connues par le tableau d'Eugène Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*, qui célèbre à la fois une allégorie de la liberté et un emblème de la femme du peuple combattante. Plus d'une cinquantaine de Parisiennes ont alors été blessées. Cette révolution galvanise les forces libérales dans divers États de la Confédération germanique, en Italie, aux Pays-Bas, ainsi que les patriotes polonais insurgés. L'allégorie de l'héroïne bravant la mort et guidant les masses incarne dès lors la nation qui se construit dans la révolution, un schéma déjà effectif lors de la révolution grecque de 1821 contre la puissance ottomane. Ces allégories féminines de la nation et la révolution prennent ensuite diverses formes selon les pays : Marianne en France, Germania outre-Rhin, Italia de l'autre côté des Alpes ou encore Slavia ou Bohemia à Prague.

1848 sous le signe de l'égalité entre les sexes?

Une nouvelle révolution éclate en France en février 1848, après des émeutes le mois précédant en Italie, et se propage comme un feu de paille à travers le continent.

Du point de vue du genre, la révolution européenne de 1848-1849 révèle combien, un demi-siècle après la Révolution française, l'ordre des sexes bourgeois s'est enraciné dans les mentalités. Si le groupe des hommes est différencié en fonction de la position sociale, de l'âge et de la nation, les femmes sont considérées de façon homogène comme un genre. Les libertés civiles – l'objectif des révolutions européennes du XIX^e siècle – offrent certes une grande liberté d'organisation, mais les associations politiques, le droit électoral et les parlements restent l'affaire exclusive des hommes, parfois sous condition de richesse mais aussi en y incluant les ouvriers comme en France et dans l'Empire d'Autriche. Même les gardes nationales et bourgeoises, qui se rassemblent sous la bannière du « peuple en armes », restent hermétiques aux femmes. Celles qui combattent dans les rangs des armées populaires révolutionnaires de 1848 se mettent au *cross-dressing* et se travestissent en hommes, ou bien, héroïnes isolées, elles renforcent l'hégémonie de la virilité en armes, comme au sein de l'armée révolutionnaire de libération en Hongrie.

Les revendications variées des femmes en 1848 – droit de vote, de porter les armes, de suivre des études universitaires ou encore de fréquenter tranquillement un café le soir sans compagnie masculine – attestent à quel point elles ont conscience de la contradiction inhérente à la conception bourgeoise et libérale de la liberté et de

l'égalité. La saint-simonienne Jeanne Deroin (1805-1894), fondatrice du journal *La politique des femmes*, se présente aux élections de 1849 pour dénoncer le « suffrage universel masculin ». Dans la pratique, la majorité des quarante-huitardes entérine toutefois la complémentarité des sexes, en fondant des associations exclusivement féminines. Leurs noms, « Club des femmes » ou Demokratische Frauenhilfsvereine [Associations de secours des femmes démocrates], témoignent soit d'une volonté de se réunir entre femmes, soit de l'androcentrisme de l'espace politique. Ainsi, à côté du Demokratischer Verein composé d'hommes qui n'ont pas besoin de le préciser, on trouve le Wiener Demokratischer Frauenverein [Association des femmes viennoises démocrates].

En 1848, la complémentarité entre les sexes s'exprime aussi dans la « maternité sociale » : les femmes révolutionnaires collectent de l'argent, nourrissent les combattants, soignent les blessés et brodent des drapeaux. En adoptant un concept élargi du politique, l'histoire du genre et des femmes a mis en évidence la dimension politique de cet engagement et la porosité des sphères publiques et privées. Loin des institutions politiques qui excluent les femmes, les fêtes de la révolution de 1848 célèbrent la complémentarité du couple militant. Le stéréotype bourgeois de la femme douce et pacifique est remis en cause.

D'autres stéréotypes sont présents dans l'historiographie genrée de la révolution qui s'amorce avec *Les femmes de la Révolution* (1854) de Jules Michelet. Celle-ci dote d'un côté les masses révolutionnaires d'attributs féminins et oppose ainsi la révolution aux espaces masculins rationnels et institutionnalisés du politique et de l'armée. De l'autre côté, elle postule que les femmes engagées dans la révolution reproduisent l'idéal type bourgeois de l'épouse aimante et prête à se sacrifier, qu'elles y prennent uniquement part pour des motifs apolitiques tels que la compassion.

En 1871, lors de la Commune de Paris, les caractères sexués idéaux typiques de la bourgeoisie sont utilisés par les insurgés. Pariant sur le fait que les soldats refuseraient de tirer sur le « sexe faible », ce sont en majorité des femmes qui affrontent les troupes gouvernementales. Elles s'organisent avec des hommes ou dans des comités exclusivement féminins, tels le groupe de Louise Michel (1830-1905) à Montmartre, qui défend une égalité radicale entre les sexes. Qualifiées de « pétroleuses » car accusées d'incendier Paris, les femmes n'échappent pas à la répression qui s'abat sur les communards : exécution, emprisonnement et bannissement.

Les révolutions russes et leurs épigones

La vague européenne de la révolution de 1848 s'était arrêtée aux portes de la Russie tsariste. Il faut attendre janvier 1905, hiver de famine et de la répression à Saint-Pétersbourg d'une grève d'ouvrières (le Dimanche sanglant), pour voir l'émergence d'un mouvement qui revendique les libertés civiles, la journée de huit heures et l'égalité des droits pour les femmes. La dynamique d'autonomisation de groupes sociaux jusque-là marginalisés se manifeste par la fondation d'organisations féminines, à l'instar du Parti progressiste des femmes ou de l'Union pan-russe pour l'égalité des femmes. Les concessions accordées par le tsar comprennent certes des libertés civiles, mais l'accès à la future Assemblée législative (*douma*), devant accueillir des représentants élus du peuple, est réservé aux hommes. Autrement dit, dans la société russe du début du xx^e siècle aussi, la création d'institutions civiques se traduit pour le groupe des hommes - sans considération de ses différences internes - par une extension de leurs sphères d'action. Les femmes, en revanche, sont exclues en vertu de leur sexe.

Affaibli par la guerre, l'Empire s'effondre dès février 1917. La révolution russe, qui débute alors à la suite d'une grève d'ouvrières à Petrograd (le 8 mars dans le calendrier grégorien, devenu par la suite journée internationale des femmes), initie la tentative la plus radicale de transformation sociétale en faveur de l'égalité des sexes. L'objectif est d'élargir les sphères d'action politique des femmes et de les intégrer dans l'espace du politique en créant des sections réservées aux femmes au sein du PCUS ainsi que l'Internationale des femmes (indépendante du Komintern dans un premier temps). Parallèlement, la remise en question de l'institution de socialisation primaire (la famille patriarcale autoritaire) et du pouvoir de l'Église figure au cœur des mesures législatives et des

campagnes idéologiques : le mariage civil et le divorce sur demande de l'un des deux partenaires sont introduits, la hiérarchie entre enfants légitimes et illégitimes est abrogée, l'homosexualité et l'interruption de grossesse sont décriminalisées et une assurance maternité voit le jour. On crée des cuisines collectives, des laveries et des crèches en vue de socialiser les travaux reproductifs, les débats publics sur l'amour et la sexualité ou la vie en communauté ont pour but de compléter les lois sur l'égalité des salaires et les programmes de formation (continue) destinés aux deux sexes. Ces mesures sont progressivement annulées en 1924, fin de la phase d'expérimentation et début de la stalinisation, y compris sous l'angle de la politique de genre. Le processus est achevé en 1936 avec la codification de la famille (bourgeoise) dans la Constitution et la réintroduction de l'interdiction d'avorter.

Quant aux mouvements révolutionnaires, qui se propagent en Europe centrale à compter de 1918 et aboutissent à l'instauration de conseils ou d'éphémères républiques des conseils en Bavière et en Hongrie, ils sont marqués, du point de vue du genre, par les rivalités entre conceptions bourgeoises-libérales et socialistes ou communistes sur l'égalité des droits des femmes ou, pour reprendre les termes de l'époque, sur la libération des femmes. Les idées novatrices de la révolution russe – liées aux noms d'Inès Armand et d'Alexandra Kollontaï – y laissent peu de traces. Le modèle de société des conseils d'ouvriers et de soldats entérine l'ordre des sexes de la modernité bourgeoise en s'appuyant sur la figure de l'actif hors du foyer et de l'homme en armes. La contradiction avec le principe d'égalité simultanément défendu est patente. La révolution autrichienne de 1918-1919, pendant laquelle Parlement et conseils se côtoient, cherche à combler cette béance de la politique démocratique en intégrant non seulement les paysans et les bourgeois dans le cercle des électeurs, mais surtout les femmes au foyer définies comme actives à domicile. Mais le nombre de conseillères reste infime.

La république des conseils de Munich (7 avril-2 mai 1919) témoigne de l'engagement de la Ligue des femmes révolutionnaires dirigée par Anita Augspurg (1857-1943) et Lida G. Heymann (1868-1943), qui, outre des déléguées, réclame également l'institution de conseils féminins à tous les échelons du pouvoir. Mais on ne décèle pas de réflexions théoriques sur la politique de genre dans ce mouvement des conseils entendu comme forme d'organisation démocratique de base se référant à la Commune de Paris. La disparition des empires en Allemagne comme en Autriche débouche finalement sur des républiques parlementaires qui apportent l'égalité des droits civiques aux femmes.

Une dizaine d'années après les crises révolutionnaires d'Europe centrale, la république espagnole installée en 1931 dote les femmes de droits (dont celui de voter). Dès le début de la guerre civile contre Franco, certaines se battent au sein de formations armées mais sont rapidement renvoyées à l'arrière, au nom de l'efficacité militaire et des assignations de genre. Cette guerre marque aussi la fin de la vague de transformation révolutionnaire qui a éclaté après la révolution russe et s'effondre devant les fascismes.

Un printemps de l'égalité des sexes après 1945 ?

Les politiques soviétiques de genre et de la condition féminine avaient obtenu un large écho dans les démocraties européennes des décennies 1920-1930. L'Union soviétique avait en effet adopté des lois réclamées par les mouvements féministes – socialistes comme libéraux – depuis la fin du XIX^e siècle. L'élargissement des sphères d'activités des femmes (et des hommes) qui en découlait faisait autant l'objet de discussions que la législation sur la famille, la socialisation des tâches domestiques ou les questions de maîtrise de la fécondité. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les mesures adoptées en URSS sont étendues de fait aux pays du « bloc de l'Est ». Cependant certains États privilégient une politique nataliste contraignante, telle la Roumanie qui, en 1967, introduit un impôt spécial pénalisant les femmes de plus de 26 ans sans enfant. Par ailleurs, la vie quotidienne reste partout difficile.

Les insurrections ou tentatives de réforme marquent l'histoire des républiques socialistes tout au long de leurs 45

années d'existence : en Tchécoslovaquie avant la prise de pouvoir des communistes en 1948, en Yougoslavie avec la déclaration de non-affiliation au bloc de l'Est la même année, en RDA en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, à nouveau en Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en 1980. Liberté et égalité renvoient ici à l'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique et du PCUS - aucune revendication n'est exprimée en matière de politique des sexes. Les protagonistes, en Hongrie en 1956 par exemple, se placent certes dans la tradition de la révolution de 1848 mais, à quelques rares exceptions près, il s'agit exclusivement d'hommes. L'historiographie subsume ces mouvements à la vision d'une révolte d'une seule « jeunesse » et de ses étudiants pensés masculins.

En revanche, parmi les mouvements de 1989 qui sonnent le glas du bloc de l'Est, l'aspiration pour une plus grande égalité des sexes est à nouveau exprimée. Cette revendication est portée pendant la phase de transition par des féministes, directement inspirés des mouvements autonomes des femmes d'Europe de l'Ouest, à l'instar en RDA de l'Unabhängiger Frauenverband [Association indépendante des femmes] qui participe à la Runder Tisch [Table ronde]. L'examen genré des transformations et révolutions de 1989 reste toutefois encore à faire, que ce soit dans une perspective comparée ou nationale.

À l'Ouest, malgré la généralisation du droit de vote pour les femmes, les rapports traditionnels de genre ne sont pas modifiés en profondeur avant les années 1960. Les mouvements de contestation qui éclatent en Europe occidentale à partir de 1967 ne se traduisent pas par des changements de régime politique mais enclenchent, sous la pression de la jeunesse, une transformation en profondeur des mœurs. Dans les années 1970 une révolution féministe conteste et bouleverse la domination patriarcale. Cependant, la seule transformation politique désignée comme révolution en Europe de l'Ouest après 1945 est la révolution des Œillets de 1974 au Portugal. Elle met un terme à cinquante ans de dictature (Salazar, Caetano) et à l'empire colonial (Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique) et s'inscrit dans la vague mondiale des révolutions « nationale(s) » ou mouvements de libération contre les puissances coloniales ou postcoloniales de l'époque. C'est l'armée, arène masculine, soutenue par de grandes manifestations, qui se soulève. Les œillets rouges accrochés aux mitraillettes des soldats par les manifestantes témoignent d'un langage iconographique qui re/produit une nature sexuée dichotomique et sa partition des sphères d'activités - même si la République portugaise octroie les mêmes droits civiques aux hommes et femmes.

Les révolutions se distinguent par les brusques décalages temporels qu'elles provoquent et des ambivalences en matière de continuité ou de rupture. De la Révolution française jusqu'à la fin du xx^e siècle, elles montrent combien les idées à propos des assignations de genre, les pratiques des femmes et des hommes alternent ruptures et moment de stabilisation. Cela vaut tout autant pour l'élargissement de la sphère féminine en matière de politique, d'éducation et de famille, que pour la persistance d'un militantisme aux connotations masculines. Ce dernier prolonge un fort clivage de genre dans l'action, clivage qui a considérablement modelé le xx^e siècle. La politique de genre de des révolutions de la modernité bourgeoise est pétrie par ce que l'historienne américaine Joan W. Scott appelle le paradoxe du féminisme, celui d'une politique qui cherche à briser l'immuabilité de concepts pensés en termes corporels - comme le sexe -, mais ne peut s'empêcher d'y faire systématiquement appel et par conséquent de contribuer à les reproduire.

BIBLIOGRAPHIE

EICHNER, Carolyn J., *Surmounting the Barricades : Women in the Paris Commune*, 2004.

GODINEAU, Dominique, *Citoyennes tricoteuses les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Paris, Librairie académique Perrin, coll. « Femmes et Révolution », 2004.

HAUCH, Gabriella, « Women's Spaces in the Men's Revolution of 1848 », dans Dieter Dowe, Heinz-Gerhard Haupt, Dieter Langewiesche et Jonathan Sperber, *Europe in 1848. Revolution and Reform*. New York/Oxford, Berghahn Books, 2001, p. 639-693.

SCHEIDE, Carmen, STEGMANN, Natali, « Frauen- und Geschlechtergeschichte [Osteuropa] », dans *Digitales Handbuch zur Geschichte und Kultur Russlands und Osteuropas*, 2003.[[En ligne](#)] (10.11.2016)

SHARP, Ingrid, STIBBE, Matthew (dir.), *Aftermaths of War : Women's Movements and Female Activists 1918-1923*, Leyde/Boston 2011.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/genre-et-europe/genre-et-revolution-en-europe-aux-xixe-xxe-siecles/genre-et-revolution-en-europe-aux-xixe-xxe-siecles>